

# LE BULLETIN

32 av. de l'Europe  
38030 GRENOBLE CEDEX 2

04 76 09 65 54

accueil@cgt-isere.fr

ud38.reference-syndicale.fr

NOVEMBRE 2025

N° 813

la  
cgt  
ISÈRE

**DOSSIER:**

**130 ANS DE LA CGT**



**LUTTES**

**CHAI :  
DE LA COLÈRE  
À L'ACTION**

p. 6

**VIE SYNDICALE**

**L'UL CGT  
ROUSSILLON / BEAUREPAIRE  
CÉLÈBRE LES 80 ANS  
DE LA SÉCURITÉ SOCIALE**

p. 8

**INTERNATIONAL**

**REGARD MILITANT  
QUÉBÉCOIS :  
NOS SOLIDARITÉS  
DANS LA TOURMENTE  
DE L'EXTRÊME-DROITE**

p. 10

# SOMMAIRE

## 2 ÉDITO

## 4-5 DOSSIER

« 130 ANS DE LA CGT »

Témoignages

## 6-7 LUTTES

6 CHAI : de la colère à l'action

7 A Science Po, la CGT  
retoque la direction

7 ÉCRAN TOTAL : 12-17 nov.  
un festival engagé

## 8-9 VIE SYNDICALE

8 L'UI CGT  
Roussillon / Beaurepaire  
célèbre les 80 ans  
de la Sécurité Sociale

9 Retour sur l'AG  
des syndiqué-e-s chez  
Becton Dickinson : un  
exemple de vie syndicale

## 10-11 INTERNATIONAL

11 Regard militant québécois :  
nos solidarités dans la tour-  
mente de l'extrême-droite  
Échange avec Denise Gagnon  
- première partie

11 Eustache & Oslaid



Directeur de la publication :

Nicolas BENOIT

Imprimé par nos soins

N° CPPAP

0226 S 05444

I.S.S.N. 1154-6670



# édito

**Rudy Prépolesky**

CGT Énergie Isère

Membre de la CE de l'UD

## Pour une juste fiscalité de l'électricité et du gaz

Depuis le 2 septembre, les électriciens et gaziers avec la FNME-CGT mènent une grève reconductible pour porter les revendications suivantes :

- **Revalorisation des minima de grille** à hauteur du SMIC, soit une augmentation moyenne de 9 %, avec un ajustement équivalent des primes.
- **Mise en place d'une échelle mobile des salaires**, indexée sur l'évolution du SNB en fonction de l'inflation. À titre d'exemple, un technicien en NR 90 a perdu 44 points de pouvoir d'achat en 35 ans par rapport au SMIC.
- **Extension de la grille salariale** pour tenir compte des carrières longues, avec la création d'échelons pour 37 et 40 ans de service, et un passage de tous les échelons à 3,5 %.
- **Fixation d'une pension de retraite minimale à 2 000 €.**
- **Réévaluation des NR d'embauche** en fonction du niveau d'études, avec rattrapage pour les nouveaux embauchés oubliés lors de la régularisation de 2022.
- **La baisse de la facture énergétique** pour les usagers par le passage de la TVA à 5,5% comme pour tout produit de première nécessité.

**« LES EMPLOYEURS  
PRÉFÈRENT RESTER SOURDS  
AUX REVENDICATIONS  
LÉGITIMES DES AGENTS... »**

Malgré des agents engagés notamment dans les centrales nucléaires et les sites de stockage gaz ; les



Je rejoins la cgt !



employeurs préfèrent rester sourds aux revendications légitimes des agents, préférant maintenir une politique de compression de la masse salariales des entreprises par la perte de pouvoir d'achat face à l'inflation.

Dans un contexte économique délétère, il est nécessaire de souligner que ces augmentations salariales ne pèsent que marginalement sur la facture des usagers. En effet, la masse salariale ne représente que 13 à 17 % du prix final soient une augmentation de 0.1 cents pour chaque facture.

Dans sa lutte, la FNME-CGT ne laisse pas en reste la population, en revendiquant également une baisse de la TVA à 5.5% sur les factures énergétiques. Elle appelle l'ensemble des camarades et adhérents à signer la pétition en ligne pour obtenir un débat au Sénat sur ce sujet.

Le marché énergétique est une manne financière pour l'appétit des capitalistes, il est nécessaire que chacun y prenne sa part, pour ne pas voir les factures augmenter comme fond la neige au soleil, c'est ce que font les agents des IEG.

<https://petitions.senat.fr/initiatives/i-2003>

**« LA CGT APPELLE L'ENSEMBLE  
DES CAMARADES ET ADHÉRENTS  
À SIGNER LA PÉTITION EN LIGNE »**

Rudy Prépolesky  
CGT Énergie Isère  
Membre de la CE de l'UD

**17 NOVEMBRE :**

Webinaire régional  
« maintien dans l'emploi »

**21 NOVEMBRE :**

Journée d'étude  
articulation des enjeux sociaux  
et environnementaux

**24 NOVEMBRE :**

Débat public 80 ans de la Sécu  
organisé par les retraités de Voiron

**29 NOVEMBRE :**

Initiative « notre sécurité sociale à 80 ans »  
organisée par le syndicat multipro  
des retraités de Villefontaine



LES  
**DATES**



## 130 ANS DE LA CGT



**« LA CGT FÊTE SES 130 ANS, 130 ANS DE LUTTES QUI ONT FAÇONNÉ NOTRE HISTOIRE SOCIALE »**

Ce 23 septembre, l'Union départementale de la CGT de l'Isère a souhaité commémorer les 130 ans de son organisation en conviant deux anciens secrétaires généraux, Robert Rabatel et Bruno Bouvier, ainsi que la secrétaire de l'Institut d'Histoire Sociale, Marie Finet.

Ce fut l'occasion de revenir sur nos luttes gagnantes et nos stratégies de combats syndicaux à venir.

La CGT fête ses 130 ans, 130 ans de luttes qui ont façonné notre histoire sociale.

Dans ce contexte politique nationale incertain, avec l'extrême droite aux portes du pouvoir, d'ores et déjà installée en Europe, avec l'avènement de l'internationale fasciste, il est bon de rappeler le rôle que la CGT a porté durant ses 130 ans contre cette menace, plus que jamais d'actualité.



L'histoire de nos luttes rappelle que la grève reste le meilleur moyen de gagner de nouveaux conquies. Pour ce faire, seule une syndicalisation d'importance assurera les conditions d'un rapport de force victorieux.

Nous sommes la première organisation syndicale de l'Isère, veillons à le rester, pour que ces combats ne restent pas cantonnés au rôle d'archives.





## TÉMOIGNAGES

### Besoin d'avoir une activité syndicale de proximité avec les UL

Le Nord Isère historiquement, après la révolte des Canuts à Lyon, les Patrons de la Soie Lyonnaise, ont développé la sous-traitance dans le Nord Isère, secteur assez réformiste. Il y a eu de très grosses entreprises Textile, Chaussure, Métallurgie.

Dans les grandes luttes 1968, chez Clerget 600 salariés, occupation de l'entreprise pendant 3 semaines, par la suite la lutte chez Playtex entreprise Américaine, 20 000 salariés-e-s dans le monde, 700 à la Tour du Pin.

Malgré les 9 procès que nous avons eus pour imposer la CGT chez Playtex nous avons tenu tête aux Américains.

Le Nord Isère maintenant, vers St-Quentin Fallavier, le premier pôle européen de la logistique, vers la Tour du Pin des grosses entreprises de production Jambon d'Aoste, de luxe Hermès, tissus technique, Porcher, Mermet, Ferrari...

Besoin d'avoir une activité syndicale de proximité avec les UL, qui sont souvent dirigées par des retraités.

Josiane Blanc, retraitée La Tour du Pin  
Syndicat THCB Isère, USR Isère



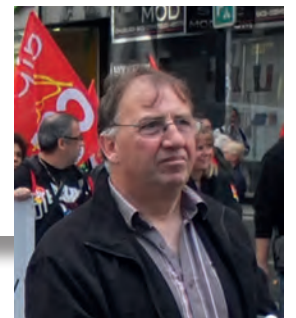
C'était sympa d'évoquer avec les militantes et militants CGT Isère quelques réflexions et propositions notamment sur l'enjeu de la grève, les diverses coordinations qui apparaissent régulièrement, l'organisation et la structuration de la CGT et ses possibles évolutions.

Beaucoup, beaucoup de choses se sont transformées depuis 2/3 décennies (au sein des entreprises, dans les rapports sociaux, dans le rapport au politique, avec une montée de l'individualisme et le recul du collectif). Parmi les nombreuses interrogations posées à la CGT et à ses militant(e)s, je retiendrai le besoin impérieux de conquérir de nouveaux droits interprofessionnels.

La CGT doit, me semble-t-il, en permanence faire de ses Unions locales une absolue priorité mais également développer des syndicats professionnels en territoire.

Syndicats professionnels en territoire et Unions locales sont 2 atouts majeurs pour lutter contre le repli sur soi et développer des luttes en proximité.

Bruno Bouvier  
Secrétaire général de l'UD  
(1991-2000)



Je me réjouis d'avoir participé à cette rencontre entre militants qu'a initiée l'Union départementale à l'occasion de la célébration des 130 ans de la CGT.

La réflexion collective développée à cette occasion a mis en lumière les dispositions nécessaires pour favoriser la plus large participation des salariés dans les luttes revendicatives.

J'ai noté l'attention des uns et des autres à expliquer les réalités de leur secteur, avec ce qu'elles entraînent dans les formes que prennent leurs engagements dans la lutte.



Robert Rabatel  
Secrétaire général de l'UD (1980-1991)



## CGT DU CHAI : DE LA COLÈRE À L'ACTION

Au CHAI (Saint-Égrève), comme d'autres syndicats, nous avons aussi choisi de ne plus subir. Face à une direction toute-puissante qui cherche à casser les collectifs de travail, désorganiser les services et modifier les conditions de travail des soignants, nous avons décidé de passer à l'offensive. Après avoir écouté la base (nos collègues), nous nous sommes lancés dans la lutte locale en gardant le cap de la lutte nationale, et avons pu organiser des AG, construire des actions locales, rejoindre les actions régionales et nationales.



pendant que notre direction demande des efforts financiers aux agents pour combler le déficit de l'hôpital, elle organise un séminaire pour parler de tout ça... sans le personnel de terrain... Un symbole qui a fait réagir bien au-delà de nos murs.

Une délégation de 10 camarades de notre syndicat a rejoint les syndicats de la santé et de l'action sociale à Paris le 9 octobre, avec l'USD38, pour défendre la Sécurité Sociale et exiger un budget à la hauteur des besoins : « Tu cotises selon tes moyens, tu reçois selon tes besoins ! »

**« ...PENDANT QUE NOTRE DIRECTION DEMANDE DES EFFORTS FINANCIERS AUX AGENTS POUR COMBLER LE DÉFICIT DE L'HÔPITAL, ELLE ORGANISE UN SÉMINAIRE POUR PARLER DE TOUT ÇA... »**

Depuis juin, nous menons la lutte contre la casse de notre hôpital psychiatrique et, pour faire le lien avec le national sans attendre, nous avons appelé à converger avec le mouvement citoyen du 10 septembre. Résultat : les collègues reprennent confiance, et une dynamique de lutte s'installe.

C'est une lutte au quotidien : en se rassemblant, en se coordonnant et en se battant collectivement, nous pourrions faire reculer les directions, les patrons, le gouvernement et les inégalités.

Vive la lutte, vive la justice sociale, vive la CGT !

Isabelle et Rafael  
CGT CHAI Saint-Egrève

Chaque étape se construit collectivement, sans recette toute faite, selon les décisions prises ensemble. Suite aux AG, nous avons organisé deux actions fortes, la première un rassemblement devant l'établissement pour interpeller la population et une deuxième devant un château... oui, devant un château... car





*gagnantes !*

## A SCIENCE PO, LA CGT RETOQUE LA DIRECTION

Depuis 2023, la direction de Sciences Po Grenoble-UGA a tenté d'imposer l'externalisation du service d'entretien, présentée comme un « progrès social ».

Ni les travailleuses et travailleurs de l'IEP, élu-e-s CGT et Sud éducation au CSA (Comité Sociale d'Administration), ni les étudiant-e-s ne s'y trompent : dès janvier 2024, ils et elles s'opposent fermement, multipliant motions et mobilisations, jusqu'à une grève en mars.

Pourtant, le marché confié au groupe Atalian est lancé le 1<sup>er</sup> novembre 2024. Les agent-e-s transféré-e-s subissent aussitôt la casse sociale : contrats publics non repris, perte d'ancienneté et de congés, clauses illégales relevées par l'inspection du travail, salaires versés en retard, cadences intenable. **Leur santé en pâtit, tandis que la qualité du ménage s'effondre.**

En février 2025, le nouveau directeur Simon Persico promet de rouvrir le dossier. Face à l'impasse, Atalian renonce au marché dès la première année. La ténacité des élu-e-s CGT et Sud éduc, épaulé-e-s par les étudiant-e-s, permet d'obtenir une ré-internalisation partielle : trois postes ouverts (1 CDI et 2 CDD), complétés par des renforts limités en externe. Restait la question cruciale : que deviennent les collègues sacrifié-e-s ?



Après un nouveau blocage étudiant le 25 septembre, la direction annonce leur réintégration sous contrat public, confirmée en CSA le lendemain.

Ce succès, arraché par la combativité syndicale et la solidarité des agent-e-s et étudiant-e-s, prouve qu'il est possible de faire reculer l'externalisation et ses ravages. À Sciences Po Grenoble, la mobilisation a payé.

**«APRÈS UN NOUVEAU BLOCAGE ÉTUDIANT LE 25 SEPTEMBRE, LA DIRECTION ANNONCE LEUR RÉINTÉGRATION SOUS CONTRAT PUBLIC, CONFIRMÉE EN CSA LE LENDEMAIN.»**

Marie-Julie Bernard et Claire Marynower

Syndicat CGT de l'université de Grenoble à Sciences po



EN PRÉSENCE DE GILLES PERRET





## L'UL CGT ROUSSILLON / BEAUREPAIRE CÉLÈBRE LES 80 ANS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Du 4 au 19 octobre 2025, l'Union Locale CGT Roussillon / Beaurepaire a organisé « La Quinzaine de la Sécurité Sociale », une série d'événements gratuits et ouverts à toutes et tous pour marquer les 80 ans de

**« POUR UNE SÉCURITÉ SOCIALE  
INTÉGRALE, UNIVERSELLE ET  
SOLIDAIRE »**

cette conquête sociale fondatrice. Créée en 1945 dans l'élan du Conseil National de la Résistance, portée par le ministre du travail communiste et syndicaliste CGT Ambroise Croizat, la Sécurité Sociale incarne la solidarité, la justice sociale et l'universalité des droits.

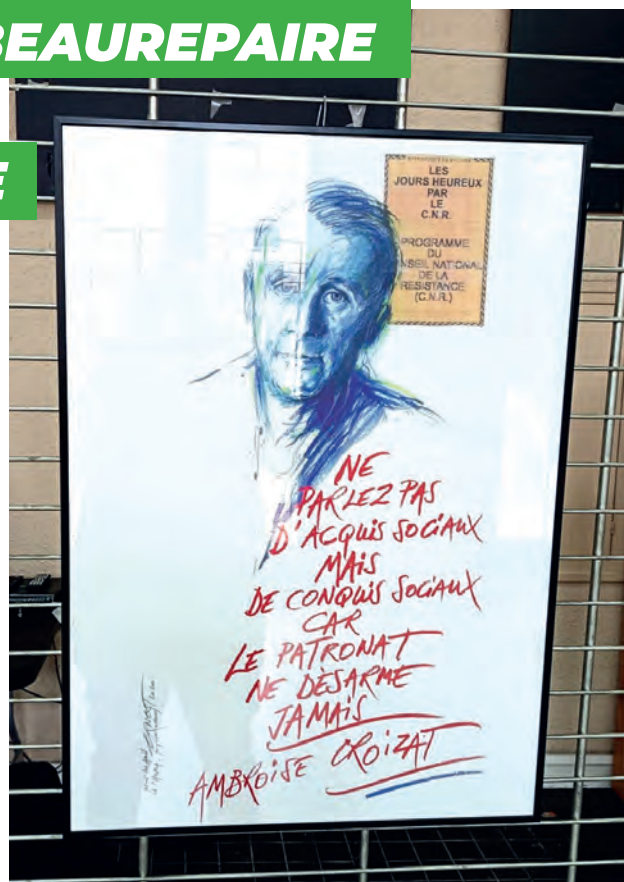
La Quinzaine a proposé des temps forts pour comprendre, débattre et agir :

- Une exposition itinérante « 80 ans de Sécurité Sociale » ;
- Une réunion publique sur le désert médical, réunissant une cinquantaine de personnes et renforçant le lien avec l'association qui ouvre prochainement un centre de santé à Beaurepaire ;



- Une soirée théâtre participative « Solidairement vôtre » par la troupe OSERA, composée de salarié-e-s et camarades CGT de la CAF et de la CPAM.

À travers débats, témoignages et animations, cette Quinzaine a permis de rappeler les fondements historiques de la Sécurité Sociale, d'analyser les enjeux actuels et de proposer des pistes concrètes pour une Sécurité Sociale intégrale, universelle et solidaire.



La CGT revendique une santé publique accessible à toutes et tous, sans dépassements d'honoraires, avec des médecins salariés et des centres de santé publics.

Elle milite pour une Sécurité Sociale de haut niveau, financée par les cotisations sociales et gérée démocratiquement par les travailleurs eux-mêmes.

Anthony MARTINEZ  
Secrétaire général,  
Union locale Roussillon-Beaurepaire





## RETOUR SUR L'AG DES SYNDIQUÉ·E·S CHEZ BECTON DICKINSON : UN EXEMPLE DE VIE SYNDICALE

Depuis cinq ans maintenant, la CGT BD réunit ses syndiqué·e·s au moins une fois par an lors d'une journée de formation.

Face à l'augmentation du nombre d'adhérent·e·s ces dernières années (plus de 200), il a été décidé d'organiser quatre journées distinctes, afin d'éviter que les demandes de congé formation soient refusées. En effet, de nombreux camarades travaillent en équipes postées et sont regroupés dans les mêmes secteurs de l'usine : dans certains ateliers, près de 80 % des salarié·e·s sont syndiqués à la CGT.

Au cours de ces journées, nous avons présenté et fait approuver le bilan d'activité du syndicat ainsi que le bilan de trésorerie. Nous avons également soumis au vote la nouvelle commission exécutive, la composition du bureau syndical et la commission financière de contrôle.

En fin de matinée, un court-métrage réalisé par l'IHS, intitulé À la conquête du temps libre, retraçant l'évolution du temps de travail, a été projeté. Ce support a permis d'ouvrir un débat sur la durée du travail et plus particulièrement sur la revendication de la CGT pour la semaine de 32 heures.

Après un repas fraternel, très apprécié des camarades, l'après-midi a été consacré aux futures NAO. Dans un premier temps, nous avons travaillé collectivement à l'élaboration des revendications, puis, dans un second temps, à la construction du rapport de force nécessaire pour obtenir satisfaction.



Le bilan de ces journées est très positif. Le fait de libérer les salariés sur une journée de formation a permis de réunir 126 camarades, soit près des deux tiers du syndicat.

Cela nous a aussi donné l'occasion de débattre plus en profondeur de sujets importants, de construire collectivement et de faire valider toutes les décisions par l'ensemble des syndiqué·e·s.

Nous pensons également que ces journées de formation, associées à une vie syndicale dynamique, à la formation de tous les syndiqué·e·s (formation d'accueil) ainsi qu'à des plans de formation des élu·e·s pour le développement du syndicat ont largement contribué à l'augmentation du nombre de syndiqué·e·s au cours de ces dernières années.

Laurent Gammieri  
Secrétaire général  
Syndicat CGT Becton Dickinson





## REGARD MILITANT QUÉBÉCOIS : NOS SOLIDARITÉS DANS LA TOURMENTE DE L'EXTRÊME-DROITE

### Échange avec Denise Gagnon

#### Première partie



- **Jean-Jacques GUIGON** : L'extrême droite étend ses tentacules sur un nombre croissant de pays. Donald Trump entend étendre les siennes y compris hors de ses frontières (Mexique, Panama, Groenland, Canada...). Et il nous a paru intéressant et utile d'en débattre avec notre camarade syndicaliste québécoise Denise Gagnon qui milite au sein du Centre International de Solidarité Ouvrière (CISO).



Cette organisation regroupe la majorité des organisations syndicales du Québec et souligne cette année 50 ans de coopération intersyndicale avec les 9 plus grandes organisations qui couvre en-

viron 40% de la main d'oeuvre. Bonjour Denise !

- **Denise GAGNON** : Bonjour Jean-Jacques. Sache en préalable à notre échange que c'est avec un grand plaisir que je vais échanger par ton intermédiaire avec les camarades de la CGT de l'Isère).
- **JJG** : Avant ma première question, pourrais-tu Denise, te présenter en quelques mots ?
- **DG** : Je suis une Conseillère syndicale spécialisée en droit social et droit du travail. J'ai travaillé à ce titre une quarantaine d'années au sein de la Fédération des Travailleurs et Travailleuses du Québec (en sigle FTQ). La FTQ, membre de la Confédération Syndicale Internationale, est riche de 600 000 membres. Aujourd'hui malgré ma retraite en 2019, je demeure active auprès d'organisations de solidarité au Québec et à l'étranger, no-

tamment auprès des travailleurs et des travailleuses les plus vulnérables.

- **JJG** : Le Canada, le Québec a un voisin pour le moins... agressif, tant contre l'Homme que contre la planète, et vous êtes en proximité, en toute première ligne...
- **DG** : Agressif oui ! Et il l'est nous concernant, en matière de commerce, par ses menaces territoriales, et sur nos ressources naturelles. Ce que Donald Trump veut pour les USA, il le veut partout avec toutes les pressions que tu peux imaginer. Et de ce fait, la situation des droits sociaux et du travail au Québec s'en trouve affectée. Le programme des conservateurs menace la démocratie chez nous comme partout dans le monde. En résumé, Trump a engagé une guerre culturelle contre toutes les valeurs progressistes qu'il méprise, dont les droits des femmes et des migrants.
- **JJG** : Quels sont d'après toi les principaux objectifs visés par cette menace trumpiste ?
- **DG** : C'est clairement le déroulé de l'agenda promu par ses « supporters ». Depuis son élection, on observe l'application du programme d'« Héritage Foundation » constitué de centaines de groupes qui veulent :
  - 1) Restaurer la famille traditionnelle limitant le droit des femmes,



- 2) Démanteler l'état administratif,
- 3) Défendre la souveraineté et les frontières de la nation (notamment bien sûr contre les personnes immigrantes),
- et 4) Garantir les droits individuels donnés par... Dieu !

• **JJG** : Plus concrètement encore, quelles conséquences vois-tu pour le Québec, pour le Canada ?

• **DG** : Et bien... les idées trumpistes décomplexées influencent fortement les acteurs politiques conservateurs.

Nos gouvernements sont au mieux silencieux, ou proposent des reculs pour ne pas déplaire au « voisin du sud ». Ou pire ils reprennent à leur compte bon nombre de ses idées rétrogrades (recul sur les engagements climatiques, remise en cause des programmes d'accès à l'égalité, droit de grève) par exemple.



• **JJG** : Tout comme la France, le Canada et le Québec ne sont donc pas à l'abri d'un trumpisme où le pouvoir décuplé de l'argent des puissants, se conjugue aujourd'hui au nouveau pouvoir immense du numérique...

• **DG** : Je vais citer ma collègue Marie-Sophie Villeneuve de la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN) qui nous a soumis à notre dernière Assemblée Générale du CISO, une analyse de la conjoncture dans ce sens. Selon elle, nous aurions tort de croire que l'élection d'un leader nourrissant une vision autoritaire du pouvoir est une chose improbable au Canada, et ce tant au niveau fédéral que dans les provinces.

• **JJG** : Le Canada n'est-il pas pourtant un des mieux placés parmi les pays démocratiques ?



Jean-Jacques GUIGON

Militant CGT Isère,  
ancien conseiller confédéral  
à l'Espace « International »

Suite et fin de cette interview le mois prochain

## EUSTACHE ET OSLAID À L'ÉCOUTE DU MONDE



Lavage 25

**Conseil, Expertise,  
Négociation, Formation,  
Comptabilité et ASC ...**

Représentants  
du personnel,

**aPEX ISAST**

**VOUS ÉCLAIRE AU  
QUOTIDIEN**